

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2018

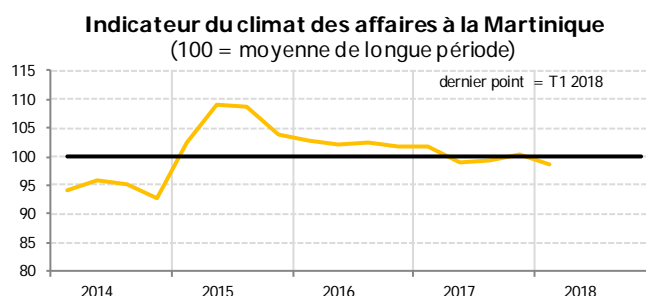
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Un climat des affaires atone

Au premier trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule (-1,9 point). Il s'affiche légèrement en dessous de sa moyenne de longue période à 98,5 points. Cette baisse de l'ICA résulte à la fois d'une opinion dégradée des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé et des anticipations défavorables pour le trimestre à venir.

Sur la période, les professionnels ont enregistré une hausse des charges d'exploitation conjuguée à une contraction des effectifs. Néanmoins, l'amélioration de leur trésorerie et la baisse des délais de paiement ont permis de limiter la dégradation de l'ICA.

S'agissant des prévisions d'investissement, les entrepreneurs ont réduit leurs efforts. Toutefois, elles restent au-dessus de la moyenne de longue période.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour le prochain trimestre, une baisse d'activité est attendue selon les chefs d'entreprise. Elle devrait s'accompagner de la dégradation de la trésorerie, de la diminution des effectifs et du rallongement des délais de paiement.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

UNE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE CARIBÉENNE EN VUE

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » d'avril 2018, le FMI prévoit une accélération de la croissance de la région **caribéenne en 2018** (+3,8 % après +2,7 % en 2017). En parallèle, la hausse du niveau des prix à la consommation devrait également accélérer en 2018 (+4,5 % après +3,8 % en 2017). Les économies dépendantes du tourisme dont la clientèle est principalement américaine profiteront de la croissance des États-Unis, tandis que la hausse des prix des matières premières bénéficiera aux économies qui en exportent.

En 2018, la **République dominicaine** continuera de tirer la région caribéenne avec une croissance de 5,5 % (+4,6 % en 2017). Selon la Banque centrale de la République dominicaine, l'activité économique est particulièrement dynamique et dépasse actuellement son potentiel de croissance. Ce dynamisme est le résultat de la politique monétaire expansionniste mise en place en 2017.

À **Trinité-et-Tobago**, le taux de croissance du PIB pourrait redevenir positif (+0,2 %) après deux années de récession (-2,6 % en 2017) en lien avec la faiblesse des prix du pétrole. La remontée des prix des produits pétroliers profitera à l'industrie pétrolière qui est au centre du modèle économique des deux îles.

La **Jamaïque** devrait enregistrer une croissance de 1,5 % (1,0 % en 2017). Épargné par les ouragans Irma et Maria en 2017, le pays bénéficiera de la bonne orientation de l'activité touristique.

À contrario, le FMI prévoit un fort recul du PIB de la **Dominique** (-16,3 % après -4,2 % en 2017), fortement touchée par les événements cycloniques de septembre 2017. Toutefois, l'effort de reconstruction devrait permettre de retrouver une croissance dès 2019 (+12,2 % selon les prévisions du FMI).

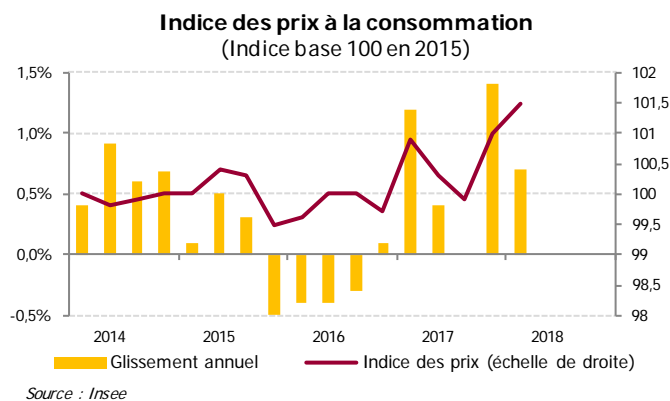
Sources : FMI (World Economic Outlook, Regional Economic Outlook : Western Hemisphere, avril 2018) ; Banque centrale de la République dominicaine.

Poursuite de la hausse des prix

Au premier trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse (+0,5 %) pour le deuxième trimestre consécutif.

Cette hausse des prix tient principalement au renchérissement des prix des produits manufacturés (+0,6 %) et des services (+0,5 %). Dans le même temps, les prix de l'alimentation augmentent plus légèrement (+0,3 %), tandis que ceux de l'énergie s'inscrivent en baisse ce trimestre (-0,3 %).

Sur un an, la tendance est similaire. L'inflation se situe à +0,7 %. Elle est portée par les prix des services (+0,8 %), de l'alimentation (+0,9 %), et dans une moindre mesure, de l'énergie (+0,4 %). Sur un an, seuls les produits manufacturés connaissent une stagnation de prix.



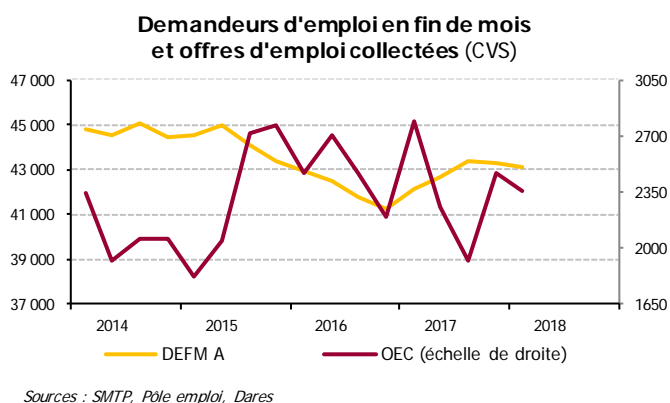
Baisse modérée des demandeurs d'emploi

À fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 43 110 personnes (CVS), en recul de 0,4 % sur le trimestre. En revanche, sur un an, les demandeurs d'emploi sont plus nombreux (+2,3 %).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi chez les jeunes (moins de 25 ans) et les 25-49 ans diminue (respectivement -2,3 % et -0,5 % sur le trimestre). Le nombre de demandeurs d'emploi est, quant à lui, stable (+0,3 %) chez les seniors (50 ans ou plus).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est stable (-0,2 %). Les autres catégories subissent la dégradation du marché du travail, tant en ce qui concerne les personnes de 25 à 49 ans (+1,4 %), qu'en ce qui concerne les seniors, ces derniers connaissant la plus forte augmentation (+4,7 %).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) progressent sur le trimestre (+3,6 %, CVS) mais diminuent fortement sur l'année (-16,4 %, CVS).

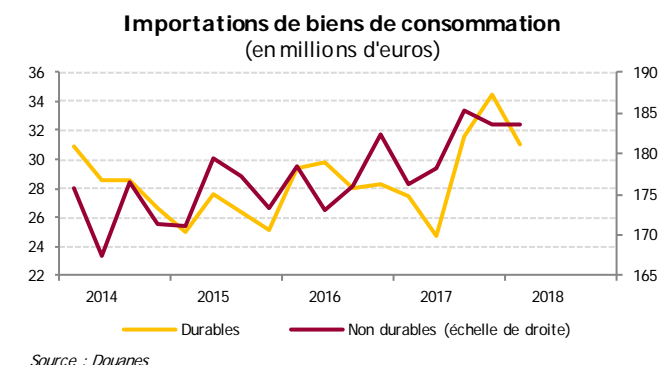


Une consommation des ménages en baisse

Au premier trimestre 2018, la consommation des ménages diminue. Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) sont en baisse à fin mars (-3,0 % sur un trimestre, données CVS), ainsi que les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) qui reculent de 6,1 % sur un trimestre. Les ventes de véhicules de tourisme accusent également une chute (-49,3 % sur trois mois, données CVS).

Parallèlement, l'opinion des chefs d'entreprise du secteur commercial est peu favorable. En effet, selon ces professionnels, la demande continue de s'éroder et l'activité est en déclin.

Néanmoins, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-2,3 %), de retraits de cartes bancaires (-3,7 %), et de dossiers de surendettement déposés auprès de la Commission (-14,2 %), recule une nouvelle fois sur le trimestre. En revanche, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse pour la première fois depuis 2015 (+0,4 %).



Ralentissement des projets d'investissement

Les chefs d'entreprise réduisent leurs efforts en matière d'investissement, bien que les prévisions restent au-dessus de leur moyenne de longue période. Au sein des secteurs du commerce et de l'industrie agroalimentaire, les professionnels poursuivent leurs efforts, notamment en termes de renouvellement et de mise aux normes du matériel. En revanche, si les intentions sont plus limitées au sein du tourisme et des services, les professionnels du BTP et de l'industrie ne sont pas enclins à investir.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en recul sur le trimestre (-1,9 %, CVS) tout comme les importations de biens d'investissement (-3,8 %, CVS), qui regroupent le matériel informatique, le matériel de transport et les équipements industriels. Les attestations de conformité électriques pour les locaux commerciaux se contractent également (-13,2 %, CVS).

En termes de vulnérabilité, les entreprises connaissent une amélioration. En effet, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en baisse sur le trimestre (-1,0 %) et en glissement annuel (-3,9 %). De plus, les impayés sur effets de commerce reculent en nombre (-20,6 % sur le trimestre) ainsi qu'en montant (-43,4 %).

Baisse des échanges extérieurs

Hors produits pétroliers, les importations reculent (-4,3 % sur le trimestre, CVS). La baisse s'explique notamment par le recul des importations de produits industriels (-2,5 %, CVS) et d'équipements mécaniques (-8,6 % CVS).

Les exportations hors produits pétroliers se replient également sur le trimestre (-11,2 %, CVS). Cette diminution tient à la baisse des exportations de produits agricoles (-3,9 %, CVS,) et à celles des produits industriels (-6,4 %, CVS).

Les échanges de produits pétroliers sont également en recul ce trimestre : -4,7 % pour les importations et -33,0 % (CVS) pour les exportations.

In fine, ces différentes évolutions conduisent à une baisse des échanges sur trois mois (-14,2 % pour les exportations, et -7,4 % pour les importations, CVS).

UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT EN BAISSÉ SUR LE TRIMESTRE

Au premier trimestre, selon l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires se situe à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période. L'activité est en recul sur trois mois mais également par rapport au premier trimestre 2017. En effet, les chefs d'entreprise interrogés font état de charges d'exploitation en hausse. Dans ce contexte, ils essayent de contenir la hausse des prix et d'ajuster leurs effectifs.

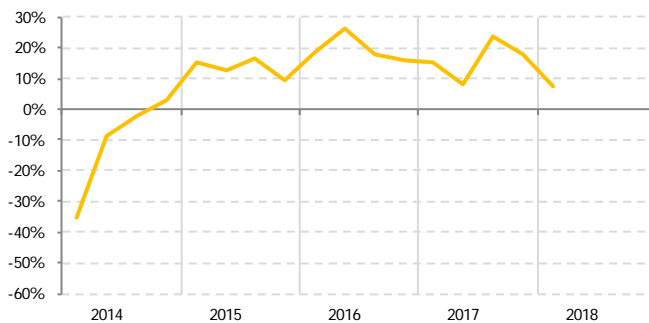
Au niveau sectoriel, seul le secteur industriel (dans son ensemble) voit son activité s'améliorer. Après plusieurs trimestres de progression, le secteur du tourisme stabilise son courant d'affaires. En revanche, l'activité au sein de l'agriculture, des services, du commerce et du BTP diminue.

Au sein du secteur de l'**industrie agroalimentaire**, l'activité progresse malgré la hausse des charges d'exploitation. Toutefois, si la production de rhum baisse sur le trimestre (-5,5 %, CVS), les exportations augmentent tant sur le trimestre (+8,9 %, CVS) que sur un an (+0,5 %, CVS) à 17 129 HAP. Dans le même temps, la consommation de rhum est en hausse sur le trimestre (+1,1 %, CVS).

Après plusieurs trimestres difficiles, le secteur **industriel** poursuit le redressement de son activité amorcé au précédent trimestre. Pour autant, la situation reste compliquée. En effet, si les professionnels procèdent à des recrutements, ils voient leurs charges d'exploitation, et leur trésorerie se détériorer. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, affichent un repli au premier trimestre (-8,0 %, CVS) mais progressent sur un an (+0,3 %, CVS).

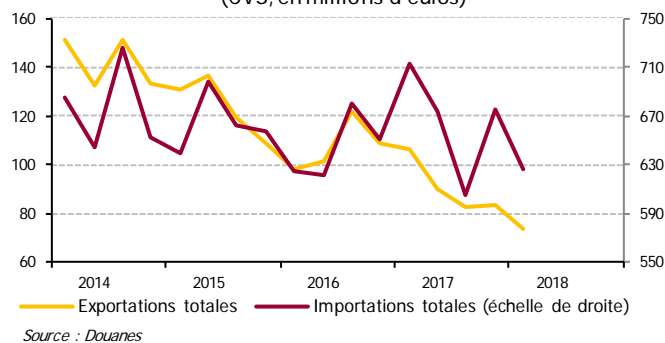
Dans le secteur du **tourisme**, selon les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires est stable. Le secteur bénéficie de la baisse des charges d'exploitation et de l'amélioration de la trésorerie. L'ensemble des indicateurs est favorable. Le nombre de nuitées est en progression sur le trimestre (+2,2 %, CVS). Le segment de la croisière continue de bénéficier d'un fort dynamisme. En effet, au premier trimestre 2018, 333 301 croisiéristes ont visité la Martinique contre 216 890 au quatrième trimestre 2017 et 197 968 à fin mars 2017. Le nombre de passagers à l'aéroport et le nombre de vols sont également en hausse ce trimestre (respectivement +1,4 % et +0,4 %, CVS).

Prévisions d'investissement



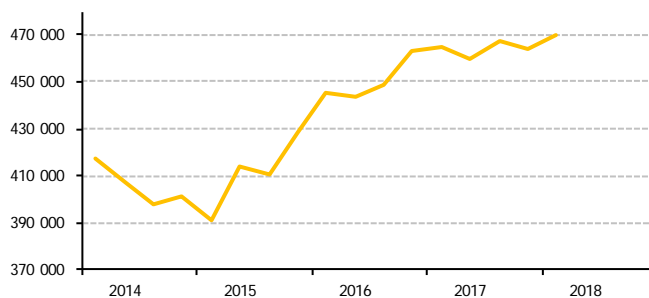
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (hors services)
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Trafic de passagers
à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

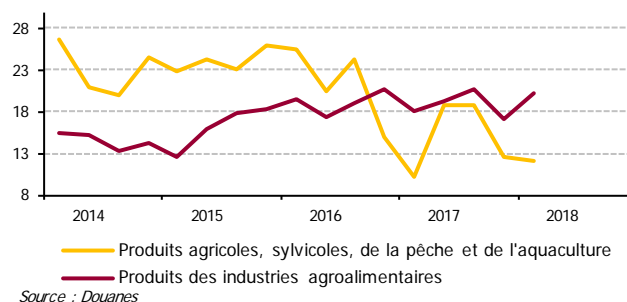
L'activité du secteur **commercial** est en baisse, en lien avec la consommation des ménages. La majorité des soldes d'opinion sont dégradés, en particulier, les soldes de gestion. Dans ce contexte, les commerçants maintiennent un niveau de prix élevé et réduisent leurs effectifs. Les immatriculations de véhicules de tourisme reculent sur le trimestre (-12,3 %, CVS).

Au sein du secteur **primaire**, l'activité continue de souffrir du passage des ouragans Irma et Maria, qui ont affecté les plantations. Les expéditions de bananes sont stables à un niveau bas (+0,3 %, CVS). Dans leur ensemble, les exportations de produits agricoles accusent un recul (-3,5 %, CVS). Les filières d'élevage affichent également des résultats en repli : les abattages sont en baisse sur la période (-3,3 %, CVS), tant pour la viande bovine (-6,9 %, CVS) que porcine (-7,9 %, CVS).

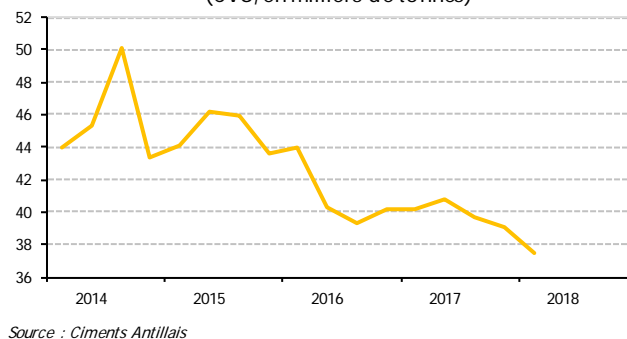
Dans le secteur des **services aux entreprises**, les entrepreneurs demeurent pessimistes. La dégradation de l'activité se poursuit, les professionnels faisant face à des charges d'exploitation en hausse. Néanmoins, les chefs d'entreprise parviennent à renforcer leur trésorerie et les délais de paiement s'améliorent. Pour le trimestre à venir, les prévisions relatives aux carnets de commandes ne devraient pas permettre de redresser l'activité.

Au sein du secteur du **BTP**, les soldes d'opinion sont mal orientés, signe d'une activité qui reste dégradée. Les ventes de ciment sont en baisse sur le trimestre (-3,8 %, CVS), atteignant un niveau historiquement bas. De même, les importations d'éléments en métal pour la construction diminuent (-37,2 %, CVS). Seules les attestations de conformités électriques pour les logements neufs sont en progression sur le trimestre (+50,8 %, CVS) et sur un an (+91,5 %, CVS), venant compenser les retards accumulés aux trimestres précédents. Le secteur du BTP fait toujours face à l'absence d'investissements privés et publics.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT RESTER SOUTENUE

L'affermissement de l'activité économique mondiale observé au second semestre 2017 devrait se poursuivre en 2018. Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale progresserait de 3,9 % tant en 2018 qu'en 2019. Les aléas pesants sur les perspectives à court terme étant plus ou moins équilibrés, le FMI a laissé inchangées ses projections par rapport aux prévisions de janvier 2017.

Aux États-Unis, l'activité progresse moins rapidement au premier trimestre 2018 : elle s'établit à +2,2 % en glissement trimestriel annualisé (après +2,9 % au trimestre précédent) sous l'effet d'une modération de la consommation des ménages, des investissements, des dépenses publiques et des exportations. Sur l'année, le FMI table toutefois sur une croissance de +2,9 % en 2018 puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a ralenti au premier trimestre 2018 (+0,4 % après +0,7 % au quatrième trimestre 2017), bien que le chômage soit à son plus bas niveau depuis fin 2008 alors que l'inflation a atteint +1,4 % en glissement annuel, en mars 2018. Pour la Commission européenne, l'activité devrait rester dynamique en 2018 à +2,3 %, avant de ralentir légèrement en 2019 (+2,0 %).

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance devrait s'essouffler en début d'année : +0,2 % au premier trimestre 2018, après +0,7 %. Les dépenses de consommation des ménages sont quasi-stables (+0,1 % après +0,2 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF : +0,2 % après +0,9 %) décélère nettement. En dépit de ces prévisions, le FMI anticipe une croissance de +2,1 % pour l'année 2018.

Le Japon a enregistré au premier trimestre une contraction de son PIB (-0,6 % en rythme annualisé), en raison d'un ralentissement de la consommation des ménages et des investissements. Sur l'année, la croissance devrait s'élever à +1,2 % (+0,9 % en 2019).

S'agissant des perspectives, la croissance des pays avancés s'établirait à 2,5 % en 2018, soit 0,2 point de plus qu'en 2017, et 2,2 % en 2019. Les pays émergents et en développements continueraient de porter l'essentiel de la croissance mondiale, bien qu'en Chine la croissance fléchirait légèrement, de 6,9 % en 2017 et 6,6 % en 2018 à 6,4 % en 2019.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA – données arrêtées à la date du 14 juin 2018